

Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 25 novembre 2022

Le produit intérieur brut réel a connu une légère hausse de 0,1 % en août, après avoir progressé au même rythme (+0,1 %) en juillet. Bien que les pressions inflationnistes aient lentement décéléré depuis leur sommet de 8,1 % atteint en juin, elles restent élevées après avoir augmenté de 6,9 % d'une année à l'autre en octobre. Après être demeuré relativement inchangé en septembre, l'emploi a augmenté de 108 000 (+0,6 %) en octobre, tandis que le taux de chômage est demeuré faible et inchangé pour s'établir à 5,2 %.

Dans ce contexte macroéconomique, Statistique Canada a mené l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises d'octobre au début de novembre 2022. L'enquête permet de recueillir des renseignements sur l'environnement dans lequel les entreprises mènent actuellement leurs activités et sur leurs attentes concernant l'avenir.

Les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, combinés à des pressions inflationnistes et à des défis liés à la main-d'œuvre, ont touché les entreprises de diverses façons. Au cours des trois prochains mois (voir la Note aux lecteurs), les entreprises continuaient de s'attendre à devoir composer avec divers obstacles liés aux chaînes d'approvisionnement, à la hausse de l'inflation, à l'augmentation des coûts des intrants, à la hausse des coûts de transport, à l'embauche et au maintien en poste.

Près de 3 entreprises sur 10 (29,8 %) qui éprouvent des difficultés à maintenir leurs niveaux des stocks ou à acquérir des intrants, des produits et des fournitures, au pays ou en provenance de l'étranger, s'attendaient à ce que ces défis prennent de l'ampleur à court terme. Au cours des trois prochains mois, près de la moitié des entreprises s'attendaient à ce que leurs dépenses d'exploitation augmentent, plus d'un tiers d'entre elles s'attendaient à une diminution de leur rentabilité, près du tiers s'attendaient à une augmentation des prix qu'elles facturent et les quatre cinquièmes s'attendaient à ce que leur nombre d'employés reste le même.

Moins d'entreprises éprouvent des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement; cependant, un plus grand nombre de ces entreprises s'attendent à ce que ces défis se poursuivent à plus long terme

Près du quart (23,5 %) des entreprises s'attendaient à avoir de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures à l'échelle nationale, en baisse par rapport à 26,8 % au troisième trimestre. Parmi ces entreprises, plus de la moitié (56,0 %) s'attendaient à ce que ces difficultés persistent pendant six mois ou plus, ce qui représente une hausse par rapport à la proportion du trimestre précédent (54,3 %). Parallèlement, un peu plus de 3 entreprises sur 10 (30,8 %) ne savaient pas combien de temps ces défis persisteraient. Près de 2 entreprises sur 5 (41,4 %) dans les secteurs du commerce de détail et des services d'hébergement et de restauration (38,0 %) s'attendaient à éprouver de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures à l'échelle nationale au cours des trois prochains mois.

Parmi les 29,8 % des entreprises qui s'attendaient à être confrontées à des défis liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois, plus de la moitié (52,0 %) ont déclaré que les défis auxquels elles ont été confrontées ont pris de l'ampleur au cours des trois derniers mois, soit une baisse par rapport à 58,2 % des entreprises au troisième trimestre. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de baisse du nombre d'entreprises qui s'attendaient à ce que les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement s'aggravent au cours des trois prochains mois.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à faire face à des défis liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois, les principaux facteurs qui ont contribué à aggraver les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement étaient l'augmentation des retards dans les livraisons d'intrants, de produits ou de fournitures (80,4 %), l'augmentation des prix des intrants, des produits ou des fournitures (79,7 %) et des pénuries d'approvisionnement entraînant une baisse du nombre d'intrants, de produits ou de fournitures disponibles (75,0 %).



Alors que 3 entreprises sur 10 (29,8 %) s'attendaient à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement prennent de l'ampleur au cours des trois prochains mois, près de 3 entreprises sur 5 (57,8 %) s'attendaient à ce que la situation demeure à peu près la même et plus de 1 entreprise sur 10 (12,4 %) s'attendait à ce que les défis s'amenuisent.

Les entreprises s'attendent à devoir composer avec des obstacles liés à la hausse de l'inflation et des coûts

De nombreuses entreprises s'attendaient à continuer d'éprouver des difficultés en raison de la hausse de l'inflation et des coûts liés aux intrants et au transport. Les prix des matières brutes achetées par les fabricants exerçant des activités au Canada, mesurés par [l'Indice des prix des matières brutes](#), ont augmenté de 9,0 % d'une année à l'autre en octobre, après s'être accrus de 11,0 % d'une année à l'autre en septembre. [Parallèlement, le salaire horaire moyen des employés a affiché une hausse de 5,6 % d'une année à l'autre en octobre \(données non désaisonnalisées\).](#)

La hausse de l'inflation est demeurée le principal obstacle auquel s'attendaient les entreprises au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs); 3 entreprises sur 5 (58,4 %) s'attendaient à ce qu'elle constitue un obstacle, particulièrement les entreprises des secteurs du commerce de détail (74,6 %), des services d'hébergement et de restauration (71,3 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (62,9 %).

La hausse du coût des intrants, y compris la main-d'œuvre, le capital, l'énergie et les matières premières, était le deuxième obstacle auquel s'attendaient les entreprises (48,1 %), particulièrement les entreprises des secteurs de la fabrication (73,8 %), des services d'hébergement et de restauration (69,9 %) et de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (65,5 %).

Après avoir atteint un sommet au premier trimestre, le nombre d'entreprises qui s'attendaient à ce que la hausse du coût des intrants soit un obstacle est demeuré relativement stable au quatrième trimestre. Toutefois, les attentes concernant ce défi variaient selon le secteur. La plus forte baisse sectorielle du premier trimestre au quatrième trimestre du nombre d'entreprises qui s'attendaient à ce que la hausse du coût des intrants soit un défi a été observée dans le secteur des autres services (à l'exception de l'administration publique) (-10,9 %), suivi de la construction (-8,7 %). À l'inverse, le pourcentage d'entreprises s'attendant à cet obstacle dans les secteurs de l'immobilier et des services de location et de location à bail (+7,7 %) et du commerce de gros (+4,7 %) a augmenté au cours de la même période.

Tableau 1

Entreprises ou organismes qui s'attendaient à ce que la hausse du coût des intrants constitue un obstacle au cours des trois prochains mois, selon le secteur, quatrième trimestre de 2022

	Entreprises ou organismes qui s'attendaient à ce que la hausse du coût des intrants constitue un obstacle							
	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Troisième trimestre de 2021	Quatrième trimestre de 2021	Premier trimestre de 2022	Deuxième trimestre de 2022	Troisième trimestre de 2022	Quatrième trimestre de 2022
	% des entreprises							
Tous les secteurs	25,5	37,8	38,5	42,5	50,3	49,7	47,1	48,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	56,1	62,0	58,0	68,4	64,3	75,6	71,7	65,5
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	27,9	37,1	43,7	47,5	50,3	57,9	54,4	45,4
Construction	42,4	62,1	57,2	47,0	63,5	64,7	62,2	54,8
Fabrication	38,7	59,2	65,4	70,6	73,7	75,4	71,3	73,8
Commerce de gros	34,9	48,1	51,5	62,5	58,5	57,5	51,2	63,2
Commerce de détail	20,6	39,2	38,8	49,2	55,6	52,4	49,1	59,1
Transport et entreposage	20,8	34,0	25,2	43,7	43,2	51,9	44,3	39,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	9,3	16,5	24,6	26,1	38,1	37,1	31,4	34,8
Finance et assurances	8,0	11,0	13,3	16,0	23,8	20,3	20,8	20,8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	19,6	24,6	26,2	24,6	30,6	38,1	26,1	38,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	12,3	15,8	20,7	27,1	38,3	28,6	36,6	37,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	20,1	35,2	37,0	34,3	46,2	45,0	44,6	50,0
Soins de santé et assistance sociale	17,8	24,6	26,1	30,1	34,9	36,7	29,0	28,7
Arts, spectacles et loisirs	14,1	24,3	32,1	38,5	41,4	43,1	38,6	36,6
Services d'hébergement et de restauration	38,8	50,9	59,6	66,2	70,9	64,0	69,6	69,9
Autres services (sauf les administrations publiques)	19,1	34,9	35,8	36,8	50,1	51,5	44,3	39,2

Source(s) : Tableaux 33-10-0308-01, 33-10-0338-01, 33-10-0364-01, 33-10-0400-01, 33-10-0469-01, 33-10-0504-01, 33-10-0534-01 et 33-10-0603-01.

Près des deux cinquièmes (39,4 %) des entreprises s'attendaient à ce que la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette constitue un obstacle au cours des trois prochains mois. Plus de la moitié des entreprises des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (57,6 %), du commerce de détail (54,1 %) et des services immobiliers et des services de location et de location à bail (53,5 %) s'attendaient à ce qu'elle soit un obstacle.

Près des deux cinquièmes (37,2 %) des entreprises s'attendaient à ce que les coûts liés au transport constituent un obstacle au cours des trois prochains mois, particulièrement les entreprises du commerce de gros (69,3 %) et celles du commerce de détail (53,8 %).

Le nombre d'entreprises prévoyant augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois reste essentiellement inchangé comparativement au troisième trimestre de 2022

En octobre, les prix à la consommation au Canada ont augmenté de 6,9 % d'une année à l'autre, après avoir atteint un sommet de 8,1 % en juin. Lorsqu'on leur a posé des questions au sujet de leurs attentes au cours des trois prochains mois, près du tiers (32,4 %) des entreprises ont déclaré prévoir augmenter leurs prix. Cette proportion est demeurée essentiellement inchangée par rapport à 34,0 % au troisième trimestre. Plus de la moitié des

entreprises dans le secteur du commerce de détail (51,8 %) et près de la moitié des entreprises dans les secteurs du commerce de gros (45,4 %) et des services d'hébergement et de restauration (45,1 %) prévoyaient augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois.

Plus de la moitié (52,8 %) des entreprises s'attendaient à ce que la rentabilité demeure relativement inchangée au cours des trois prochains mois. Plus du tiers (34,4 %) s'attendaient à une diminution de leur rentabilité, ce qui représente une légère baisse par rapport à la proportion de 35,9 % observée au troisième trimestre. Les attentes en matière de rentabilité future diffèrent selon l'industrie. Près des trois cinquièmes (57,2 %) des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration s'attendaient à une baisse de leur rentabilité. En revanche, 19,5 % des entreprises du secteur de la fabrication et 16,0 % des entreprises du secteur du commerce de gros s'attendaient à une augmentation de leur rentabilité.

Près des quatre cinquièmes (79,6 %) des entreprises s'attendaient à conserver le même nombre d'employés au cours des trois prochains mois, principalement les entreprises faisant partie des secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale (89,8 %) et du commerce de gros (85,9 %). Par contre, 8,9 % des entreprises s'attendaient à ce que leur nombre d'employés diminue. Les entreprises œuvrant dans les secteurs des services d'hébergement et de restauration (18,4 %) et de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (15,3 %) s'attendaient à une diminution de leur nombre d'employés au cours des trois prochains mois.

Tableau 2

Attentes des entreprises ou des organismes au cours des trois prochains mois, troisième trimestre de 2022 et quatrième trimestre de 2022

	Changement prévu, troisième trimestre de 2022				Changement prévu, quatrième trimestre de 2022			
	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Sans objet	Hausse	À peu près inchangé	Diminution	Sans objet
	% des entreprises							
Nombre d'employés	12,3	80,4	7,2	0,0	11,5	79,6	8,9	0,0
Postes vacants	8,2	53,2	5,0	33,7	8,9	51,6	5,4	34,0
Ventes des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	17,2	64,3	14,6	3,9	16,6	60,5	18,8	4,1
Prix de vente des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	34,0	57,5	4,4	4,1	32,4	58,0	5,3	4,3
Demande pour les produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	22,4	64,8	12,9	0,0	21,2	61,4	17,4	0,0
Rentabilité	11,2	50,0	35,9	3,0	9,5	52,8	34,4	3,3

Source(s) : Tableaux [33-10-0533-01](#) et [33-10-0602-01](#).

Les entreprises continuent de rencontrer des obstacles liés à la main-d'œuvre

Les entreprises continuent de rencontrer des obstacles liés à la main-d'œuvre. Dans un contexte de demande de main-d'œuvre élevée, le récent resserrement du marché du travail s'est caractérisé par de faibles taux de chômage et des niveaux élevés d'activité chez les personnes du principal groupe d'âge actif des 25 à 54 ans. [Chez les personnes âgées de 25 à 54 ans, le taux de chômage était de 4,2 %, tandis que le taux d'activité était de 88,2 % en octobre.](#) Au total, 2 entreprises sur 5 (41,7 %) s'attendaient à être confrontées à des obstacles liés au recrutement et au maintien en poste d'employés qualifiés. Plus de la moitié des entreprises des secteurs du commerce de détail (52,9 %), de la construction (52,0 %), des services d'hébergement et de restauration (51,2 %) et des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (50,8 %) s'attendaient à faire face à des obstacles liés au recrutement et au maintien en poste d'employés qualifiés au cours des trois prochains mois.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à devoir surmonter des obstacles liés au recrutement ou au maintien en poste d'employés qualifiés au cours des trois prochains mois, plus des trois cinquièmes (61,3 %) ont déclaré que les défis liés au recrutement et au maintien en poste d'employés étaient plus difficiles qu'il y a 12 mois.

En ce qui concerne les postes vacants, 8,9 % des entreprises s'attendaient à avoir plus de postes vacants au cours des trois prochains mois. Toutefois, les entreprises des secteurs des services d'hébergement et de restauration (16,2 %) et du commerce de détail (15,7 %) s'attendaient à avoir plus de postes vacants.

Parmi les entreprises qui avaient des bénévoles ou qui comptaient en recruter (7,7 %), la moitié (50,0 %) ont déclaré avoir une pénurie de bénévoles, 35,3 % avaient de la difficulté à convaincre les bénévoles de demeurer au sein de l'organisme et 30,0 % éprouvaient des difficultés avec des bénévoles n'étant pas en mesure de s'engager à long terme. Parallèlement, 10,4 % ont déclaré avoir réussi à pourvoir leurs postes vacants de bénévoles. Les entreprises qui n'ont pas été en mesure de combler leurs postes de bénévoles ont dû s'adapter de différentes manières : par exemple, 24,8 % ont déclaré que les employés rémunérés devaient travailler plus d'heures, 23,1 % ont déclaré qu'elles adapteront les rôles de bénévoles actuels de manière à satisfaire aux besoins opérationnels et 22,9 % ont déclaré qu'elles ont réduit les programmes et les services offerts.

Perspectives sur la santé des entreprises relativement inchangées

Près des trois quarts des entreprises (74,7 %) ont indiqué ne pas avoir l'intention de demander un nouveau financement par emprunt au cours des trois prochains mois. Parmi ces entreprises, plus de la moitié (56,9 %) avaient la capacité de s'endetter davantage. Parmi les 25,7 % d'entreprises qui ne pouvaient pas s'endetter davantage, 39,7 % ont invoqué des taux d'intérêt défavorables et 34,0 % ont indiqué le manque de confiance ou l'incertitude quant aux ventes futures comme raison de ne pas s'endetter davantage.

Les perspectives demeurent relativement inchangées par rapport à celles du trimestre précédent, plus des deux tiers (70,3 %) des entreprises déclarant être soit très optimistes, soit plutôt optimistes quant à leur avenir au cours des 12 prochains mois. Les entreprises les plus susceptibles d'être optimistes quant à leurs perspectives étaient celles des secteurs des arts, des spectacles et des loisirs (81,5 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (79,7 %).

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises sont maintenant accessibles. Les tableaux présentent les données à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, selon le secteur d'activité, la taille de l'effectif, le type d'entreprise et le propriétaire majoritaire. Les données sont également offertes sur demande pour les 20 plus grandes villes du Canada.

Les résultats de cette enquête s'appliquent à toutes les entreprises ayant des salariés au Canada. L'enquête est menée tous les trimestres afin de recueillir des données auprès des entreprises au Canada de manière plus efficace et plus rapide qu'au moyen des méthodes d'enquête traditionnelles.

L'enquête la plus récente a été menée du 3 octobre au 7 novembre 2022. Les répondants ont été questionnés à propos de leurs attentes pour la période des trois prochains mois. Par conséquent, cette période des trois prochains mois peut s'échelonner du 3 octobre 2022 au 7 février 2023, selon la date de la réponse de l'entreprise.

Statistique Canada souhaite remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont pris le temps de répondre aux questions de la présente enquête. Leur participation a permis de mieux comprendre l'économie et les entreprises canadiennes.

Tableaux disponibles : [33-10-0601-01](#) à [33-10-0630-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5318](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).